Un millier de migrants illégaux arriveraient à Nantes chaque mois... à l'appel du Maire Johanna Rolland

écrit par Christine Tasin | 17 octobre 2018



Ci-dessous des extraits d'un excellent article de Breizh.info faisant le point sur l'invasion via Nantes. Après Calais et Paris, Nantes est le nouveau pôle d'attraction des clandestins.

Non seulement il en arrive chaque jour 40, non seulement ils sont logés dans les gymnases de la ville, interdisant de fait aux élèves et aux sportifs l'accès de ces derniers, non seulement Johanna Rolland <u>les case sur la côte de Jade</u> (sympa pour les habitants et les touristes) mais en sus la folle de Nantes, aussi tarée que sa consoeur parisienne, accueille volontiers les clandestins, quels qu'ils soient,. Elle le dit et le fait savoir. Même les « migrants » interrogés disent qu'en cherchant sur Internet où ils ont le plus de chances d'être bien accueillis, ils tombent sur Nantes...

Le discours d'accueil inconditionnel des candidats à l'exil a crée les conditions de la crise de Daviais. Pour un accueil digne des candidats à l'exil, il faut accepter de raccompagner dans leur pays ceux qui sont déboutés pic.twitter.com/nOVZBjILAj

– Laurence Garnier □ (@LGarnier44) <u>24 septembre 2018</u>

Nantes. Un millier de migrants illégaux arriveraient dans la ville chaque mois

Le dernier conseil municipal de Nantes, qui s'est tenu le vendredi 12 octobre, a été très tendu. En cause, le vote d'une rallonge budgétaire de 4 millions d'euros au CCAS de Nantes pour la « mise à l'abri » des 698 migrants illégaux du square Daviais dans des gymnases jusqu' au moins fin octobre. Cette question a donné lieu à de vifs débats entre majorité et opposition. Alors que 30 à 40 migrants continueraient d'arriver chaque jour à Nantes — soit un millier par mois — la municipalité socialiste de Johanna Rolland ne semble avoir aucune réponse durable à cette problématique.

Aïcha Bassal, adjointe à la vie associative, l'égalité, la lutte contre les discriminations, a introduit la délibération en parlant d'un « moment important humainement » de solidarité avec « des hommes et des femmes qui quittent leur pays en guerre » : ça commençait mal. Les migrants du square Daviais sont en très grande majorité des hommes seuls, venus de pays qui ne sont plus en guerre depuis peu (Érythrée, Éthiopie) ou qui ne le sont pas du tout (Djibouti, Guinée...).

Pierre-Emmanuel Marais est un élu de l'UDB auquel la majorité socialiste a filé un strapontin. A Nantes Métropole il s'occupe de la « diversité linguistique ». Il s'est montré plus près de la réalité en indiquant que « depuis quelques années le nombre d'exilés[migrants] ne cesse d'augmenter ». Il a en effet augmenté de 23% sur un an alors qu'ailleurs il baissait. « Sans doute existe-t-il un pouvoir d'attraction de notre métropole[…] L'accueil ne peut pas être par principe illimité ni inconditionnel ». Cela ferait pourtant les affaires de la « diversité

linguistique ».

Conseiller municipal UDI puis LREM, Hervé Grélard affirmait que la « mise à l'abri » des migrants faisait partie des « valeurs que nous devons tous défendre collectivement ». Néanmoins, il a émis des réserves sur la « conduite opérationnelle » de la situation par la municipalité socialiste. En effet, Johanna Rolland, le maire de Nantes, s'est d'abord opposée à la position de la Préfecture — et de l'État — d'évacuer le square Daviais. Ensuite, elle l'a fait pour un lycée [l'ex-lycée Bouhier]. Puis, finalement, elle s'est ralliée à l'évacuation du square.

Johanna Rolland, elle, « <u>assume. Le soir de l'occupation du</u> lycée Bouhier il y avait un appel à construire un squat à Nantes car il y avait un potentiel de 3000 à 4000 places ».

De 350 à 450 migrants du square Daviais sans solution de relogement

Une élue de gauche qui intervenait par la suite indiquait qu'il « reste 450 places à trouver pour les migrants du square Daviais ». Il se trouve en effet que la Ville — pourtant socialiste — de Batz-sur-Mer refuse de s'en faire imposer 100 dans le centre de vacances géré par la Ligue de l'Enseignement. Le chef de file de l'opposition nantaise, l'élue LR Laurence Garnier, l'a souligné à plusieurs reprises.

Et que dire des Nantais dont la patience est toujours mise à l'épreuve, comme le rappelle l'élue d'opposition Patricia Rio : « le 4 octobre lors de l'installation des migrants [de l'ancienne maison de retraite Bréa] dans le foyer-logement rue de Malville, les habitants du quartier ont été prévenus par un courrier non daté mis dans leurs boîtes aux lettres le lendemain. Un responsable d'association le 20 septembre a été prévenu de l'arrivée des migrants dans son gymnase 20 minutes avant et n'a pas eu accès à son bureau pendant plusieurs jours. Les Nantais ne sont pas prêts de retrouver un accès à leurs gymnases alors que le directeur général des services a battu le rappel des agents de la Ville susceptibles d'assurer des permanences auprès des migrants pendant les vacances scolaires [de la Toussaint] ».

Johanna Rolland refuse de répondre et se concentre sur ce qui marche : « ce matin une nouvelle étape a été franchie : 113 migrants ont rejoint les lieux d'hébergement » — 63 de plus vers Saint-Brévin dont le centre géré par le CCAS d'EDF en accueillait déjà 54, une quarantaine pris en charge par l'État via l'OFII (office français de l'immigration et l'intégration) et 6 à 10 expédiés vers Nantes-sud en plus des 88 qui y sont déjà. « Le gymnase Léo Lagrange sera libéré », continue M^{me} le maire qui feint d'oublier que plus de 350 migrants sont sans solution et restent sine die dans les gymnases.

Nantes dans le top 3 des villes de France qui ont le plus de migrants : Johanna Rolland responsable ?

« En quelques mois Nantes est devenue troisième ville de France pour le nombre de migrants présents sur son territoire. Les deux autres sont Calais et Paris », a asséné Laurence Garnier. Elle a ajouté que cet afflux ne venait pas tant du « réseau d'associations et de solidarité très structuré » mais du fait que « M^{me} le Maire, vous portez un discours d'accueil inconditionnel qui explique cette situation. En 2015 vous avez rejoint le réseau des Villes solidaires. Malgré nos questions répétées vous refusez de donner votre position sur les déboutés du droit d'asile » qui représentent plusieurs centaines des migrants présents à Nantes — dont les 200 de l'ancienne maison de retraite Bréa selon les associations qui les aident, et dont 127 sont toujours logés aux frais du contribuable, cette fois rue de Malville.

« Les migrants le disent eux-mêmes, on est allé voir sur le net quelle ville accueillait les migrants et c'est Nantes », a-t-elle affirmé. « La situation devient de plus en plus difficilement tenable ». Et de continuer : « Ces migrants continuent à arriver à raison de 30 à 40 par jour. Soit 1000 personnes par mois. Vous avez du fermer récemment le jardin des Fonderies où certains s'étaient installés, vous n'allez pas pouvoir fermer toute la ville. C'est un engrenage qui vous dépasse ».

[...]

lire la suite de l'article ici :